

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

BOFIP-RHO-26-0896 du 02/03/2026

Délégation de signature du 2 mars 2026

DÉLÉGATION DE SIGNATURE – DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES – SERVICES DE DIRECTION

Direction des grandes entreprises

RÉSUMÉ

Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal pour les services de direction.

DOCUMENTS À ABROGER

Délégation de signature BOFIP-RHO-26-0734 du 02/02/2026

L'administrateur de l'État, chargé de la Direction des grandes entreprises ;

Vu le Code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 218 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales et notamment les articles L.247, L.281, L.283 et R*247-4.

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Monsieur Charles SIMONNET, administrateur de l'État, adjoint du Directeur, à l'effet :

1° de prendre toute décision concernant la juridiction contentieuse et la juridiction gracieuse, dans les limites fixées pour ma propre compétence en ces deux domaines ;

2° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;

3° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

4° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Article 2

Délégation de signature est donnée à Monsieur Éric VANEL, administrateur de l'État, chargé du Service d'Accompagnement Fiscal des Entreprises, regroupant le Service de Mise en Conformité, le Service Partenaire des Entreprises et la Mission d'Accompagnement Fiscal des Projets d'Investissements Étrangers, à l'effet :

1° de prendre toute décision concernant la juridiction contentieuse et la juridiction gracieuse, dans les limites fixées pour ma propre compétence en ces deux domaines ;

2° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;

3° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

4° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Article 3

Délégation de signature est donnée à Madame Juliane FIEDLER et à Monsieur François-Xavier POURQUIER, inspecteurs principaux des Finances publiques, adjoints du responsable du Service d'Accompagnement Fiscal des Entreprises, chargés du Service de mise en conformité et du Service Partenaire des entreprises et à Madame Candice JALTON, inspectrice principale, adjointe du responsable du Service d'Accompagnement Fiscal des Entreprises, chargée de la Mission d'Accompagnement Fiscal des Projets d'Investissements Étrangers ainsi qu'à Madame Michèle FALETTO, inspectrice divisionnaire des Finances publiques affectée au Service d'Accompagnement Fiscal des Entreprises à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement

ou restitution d'office dans la limite de 30 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction lorsque :

- le montant des droits en principal faisant l'objet de la demande n'excède pas 75 000 euros par cote, exercice ou affaire ;
- le montant des pénalités faisant l'objet de la demande n'excède pas 150 000 euros par cote, exercice ou affaire ;

3° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

4° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Article 4

Délégation de signature est donnée à Madame Valérie CHRISTIEN, administratrice des Finances publiques adjointe chargée de la division pilotage et ressources, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre toute décision concernant la juridiction gracieuse dans la limite fixée pour ma propre compétence ;

3° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;

4° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

5° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Article 5

Délégation de signature est donnée à Madame Caroline BESNARD-MANGIN, administratrice des Finances publiques adjointe, chargée de la division de la gestion fiscale, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre toute décision concernant la juridiction gracieuse dans la limite fixée pour ma propre compétence ;

3° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;

4° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

5° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Cette délégation s'étend aux suites comptables d'un dégrèvement ou d'une restitution établies à la suite des décisions des directions spécialisées (articles R*190-1 et R*198-10 du livre des procédures fiscales), des décisions de justice ainsi que des décisions prises sur les affaires particulières.

Article 6

Délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry VAYSSIÉ, inspecteur principal des Finances publiques, adjoint de la responsable de la division de la gestion fiscale, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 30 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction lorsque :

- le montant des droits en principal faisant l'objet de la demande n'excède pas 75 000 euros par cote, exercice ou affaire ;

- le montant des pénalités faisant l'objet de la demande n'excède pas 150 000 euros par cote, exercice ou affaire ;

3° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Article 7

Délégation de signature est donnée à Monsieur Bertrand DUMONTEIL, administrateur des Finances publiques adjoint chargé de la division du contrôle fiscal et du recouvrement amiable, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre toute décision concernant la juridiction gracieuse dans la limite fixée pour ma propre compétence ;

3° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;

4° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

5° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Cette délégation s'étend aux suites comptables d'un dégrèvement ou d'une restitution établies à la suite des décisions des directions spécialisées (articles R*190-1 et R*198-10 du livre des procédures fiscales), des décisions de justice ainsi que des décisions prises sur les affaires particulières.

Article 8

Délégation de signature est donnée à Madame Miléna TOLOSA JOAS, inspectrice divisionnaire des Finances publiques, affectée à la division du contrôle fiscal et du recouvrement amiable, à l'effet de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction portant uniquement sur des pénalités dans la limite de 150 000 euros par cote, exercice ou affaire.

Article 9

Délégation de signature est donnée à Madame Pauline BELLEVILLE, inspectrice divisionnaire des Finances publiques, chargée de la division des affaires juridiques par intérim, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 60 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

- 2° de prendre toute décision concernant la juridiction gracieuse dans la limite fixée pour ma propre compétence ;
- 3° de signer toute décision afférente aux affaires particulières ;
- 4° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;
- 5° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Cette délégation s'étend aux suites comptables d'un dégrèvement ou d'une restitution établies à la suite des décisions des directions spécialisées (articles R*190-1 et R*198-10 du livre des procédures fiscales), des décisions de justice ainsi que des décisions prises sur les affaires particulières.

Article 10

Délégation de signature est donnée à Monsieur Laurent VATIN, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, adjoint de la responsable de la division des affaires juridiques par intérim ainsi qu'à Monsieur Olivier LAVAL, inspecteur divisionnaire des Finances publiques affecté à la division des affaires juridiques à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 30 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction lorsque :

- le montant des droits en principal faisant l'objet de la demande n'excède pas 75 000 euros par cote, exercice ou affaire ;
- le montant des pénalités faisant l'objet de la demande n'excède pas 150 000 euros par cote, exercice ou affaire ;

3° de présenter devant les juridictions administratives ou judiciaires des requêtes, mémoires, conclusions ou observations ;

4° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Cette délégation s'étend aux suites comptables d'un dégrèvement ou d'une restitution établies à la suite des décisions des directions spécialisées (articles R*190-1 et R*198-10 du livre des procédures fiscales), des décisions de justice ainsi que des décisions prises sur les affaires particulières.

Article 11

Délégation de signature est donnée aux inspecteurs principaux et divisionnaires de la direction dont les noms figurent au tableau ci-dessous, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 30 millions d'euros par cote, exercice ou affaire ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction lorsque :

- le montant des droits en principal faisant l'objet de la demande n'excède pas 75 000 euros par cote, exercice ou affaire ;
- le montant des pénalités faisant l'objet de la demande n'excède pas 150 000 euros par cote, exercice ou affaire ;

3° de signer les documents d'exécution comptable relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant.

Lorsque cette délégation s'exerce dans le cadre de l'intérim d'un chef d'équipe IFU, les seuils de délégations prévus à cet article ne peuvent excéder ceux d'un chef de service placé dans la même situation.

M ^{me} Stéphanie CHICOINEAU	Inspectrice principale des Finances publiques
M. Laurent JOURON	Inspecteur divisionnaire des Finances publiques
M. David LORY	Inspecteur principal des Finances publiques
M. Hervé PORÉE	Inspecteur divisionnaire des Finances publiques

Article 12

Délégation de signature est donnée aux inspecteurs et contrôleurs des Finances publiques de la division de la gestion fiscale dont les noms figurent au tableau ci-dessous, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite des droits et pénalités faisant l'objet de la demande qui est précisée dans le tableau ci-dessous ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction portant uniquement sur des pénalités et dans la limite des montants figurant au tableau ci-dessous.

Montants limités par cote, exercice ou affaire			
Nom	Grade	Contentieux	Gracieux
M. Sébastien DENIS	Inspecteur des Finances publiques	2 000 000 euros	15 000 euros
M ^{me} Tennessee NGUYEN	Inspectrice des Finances publiques	2 000 000 euros	15 000 euros
M ^{me} Véronique PARNIS	Inspectrice des Finances publiques	2 000 000 euros	15 000 euros
M ^{me} Pascale PEREIRA	Inspectrice des Finances publiques	2 000 000 euros	15 000 euros
M ^{me} Julie ZADANE	Inspectrice des Finances publiques	2 000 000 euros	15 000 euros
M ^{me} Thao ROLLIN	Contrôleuse des Finances publiques	1 000 000 euros	10 000 euros

Article 13

Délégation de signature est donnée aux inspecteurs des Finances publiques de la division des affaires juridiques dont les noms figurent au tableau ci-dessous, à l'effet :

1° de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite des droits et pénalités faisant l'objet de la demande qui est précisée dans le tableau ci-dessous ;

2° de prendre des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction portant uniquement sur des pénalités et dans la limite des montants figurant au tableau ci-dessous.

Montants limités par cote, exercice ou affaire			
Nom	Grade	Contentieux	Gracieux
M ^{me} Sophie ADJADI	Inspectrice des Finances publiques	6 000 000 euros	10 000 euros
M. Flavien DENISSE	Inspecteur des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Evelyne DORAFILS	Inspectrice des Finances publiques	6 000 000 euros	10 000 euros
M ^{me} Céline DURVEL	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Sabine GALLET DE SAINT-AURIN	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Céline GARNIEL	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M. Raphaël JAMET-FOURNIER	Inspecteur des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Clémentine MORILLO	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Stéphanie ONCLE	Inspectrice des Finances publiques	6 000 000 euros	10 000 euros
M ^{me} Nadine ROMAIN	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M ^{me} Virginie TURON-VICIERES	Inspectrice des Finances publiques	12 000 000 euros	20 000 euros
M. Nicolas FAUROUS	Contrôleur des Finances publiques	4 000 000 euros	12 000 euros

Article 14

La présente délégation sera publiée au Bulletin officiel des Finances publiques, section Ressources Humaines et Organisation.

L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉTAT

ALEXANDRE GARDETTE

BOFiP

Direction générale des Finances publiques

Directrice de publication : Amélie Verdier

ISSN 0000-0000